



CLIMAT SOCIAL DÉGRADÉ LE RAS-LE-BOL

**LES ÉLUS CGT RÉCLAMENT DE
MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL
POUR TOUS**

**Rendez-vous au siège de la Fondation
Jeudi 10 septembre 2020 à 9h30**

Les élus CGT manifestent leur « ras le bol » quant aux agissements qu'ils subissent depuis plusieurs années, mais également dans le cadre de leur mandat actuel d'élus dans les CSE d'établissement.

Trop souvent, des salariés, des élus de la Fondation ont été et sont victimes de représailles, « maltraités », « dénigrés », « méprisés », « catalogués », voire « discriminés », du simple fait de dénoncer des dysfonctionnements ou mener à bien leur rôle et fonction de représentant du personnel... Plusieurs responsables de direction à différents niveaux (établissements, régions, direction générale) ont pu maltraiter des salariés cadres et non-cadres en toute impunité. Trop souvent et encore aujourd'hui, ces personnels de direction qui maltraitent des salariés sont « protégés » par leur hiérarchie, ce qui renforce leur sentiment de « toute puissance ».

La direction générale prétend quant à elle que des directeurs et chefs de services quitteraient la Fondation à cause des représentants du personnel, mais elle-même entretient un discours ambigu et peut tenir des propos dénigrants envers la CGT.

Il y a certes depuis quelques années une prise de conscience de la direction générale, mais la mise en actes a du mal à suivre et cela n'a pu se faire qu'au prix d'incessants efforts : de multiples interventions des représentants du personnel qui ne sont malheureusement pas assez prises au sérieux, des remontées en Comité d'Entreprise souvent rejetées et balayées par la direction générale, des enquêtes et expertises, tant dans certains établissements qu'en Comité d'Entreprise, qui ont révélé un management inadapté, des dysfonctionnements (Octime, la paie...) et des arrêts maladie très élevés dans certains établissements et trop souvent ignorés par nos directions. Dernièrement, la Fondation a assigné en justice le CSE d'Auffargis/Dreux suite au vote d'une expertise pour danger grave et imminent.

Il est grand temps que les choses changent réellement...

LES ÉLUS CGT EN ONT ASSEZ !

**ILS DEMANDENT À ÊTRE REÇUS PAR LE PRÉSIDENT M. CREPPY ET LES AUTRES
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR S'EN EXPLIQUER.**

Les élus CGT dénoncent de mauvaises conditions d'exercice de leur mandat :

- Des réunions de CSE « tendues » avec des directions qui n'acceptent pas la critique et les remontées des salariés. Des personnels de direction souvent rigides, voire autoritaires (date de réunion décidée unilatéralement, ordre du jour, non-respect des règlementations...).
- Un dialogue social plus « dégradé » encore, après de nombreux changements de politique RH, au gré des départs et des arrivées au siège, ce qui nous interroge.
- Des représentants de salariés sont régulièrement pris pour cible.
- Les élus ne se sentent pas entendus, la direction générale et les directions d'établissement restent dans le « déni », conduisant certains salariés à se retrouver en grande souffrance.
- Des engagements non respectés par la direction générale (Local CSE inadapté, matériel défaillant, délégations sur des congés et RH...).
- Des élus qui sont « usés », « fatigués », « épuisés » avec le sentiment que les choses n'avancent pas. Plusieurs élus songent à démissionner.
- Des tentatives d'entrave au bon fonctionnement des CSE (Tentative d'évincer un secrétaire de séance, la rédaction et la signature des PV, les ordres du jour...).
- L'absence de réponses concrètes aux questions (Salaires AF, départs de salariés, budgets...).
- Les élus ne sont pas associés à certaines réflexions, décisions, ils n'ont absolument pas l'impression d'être des partenaires.

Les élus CGT dénoncent des conditions de travail dégradées de tous les salariés :

- Un management dur et très souvent inadapté.
- Certaines directions laissent s'installer un « clivage » et du « copinage », rendant le climat social délétère et « malsain » au détriment de la santé des salariés et de la prise en charge des enfants accueillis.
- Des mises à pied conservatoires disproportionnées, voire abusives, qui se généralisent.
- Un conseil d'administration et des directions déconnectées de ce qui se passe dans nos établissements où il règne une forme « d'Omerta ».
- Les Assistants Familiaux travaillent dans l'insécurité, avec le sentiment que des enfants leur sont parfois retirés abusivement, et que des licenciements sont facilement prononcés sans nouvelle proposition d'enfant dans les 4 mois qui suivent.
- Les salariés sont régulièrement tenus pour responsables des difficultés, cependant ils ont trop souvent un manque de soutien de leur hiérarchie face aux situations de violence qui augmentent.
- Des iniquités entre salariés (plannings et sanctions obéissant au « 2 poids 2 mesures »).

DEPUIS DES ANNÉES, NOS CONDITIONS DE TRAVAIL SE DÉGRADENT TOUT COMME LA QUALITÉ DE LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS. LES ÉLUS CGT RÉCLAMENT :

- **PLUS DE RESPECT POUR LA FONCTION DE REPRÉSENTANT DU PERSONNEL**
- **QU'ILS SOIENT RECONNUS COMME DE VÉRITABLES PARTENAIRES**
- **PLUS DE SOUTIEN ET DE RECONNAISSANCE ENVERS TOUS LES SALARIÉS**
- **PLUS DE MOYENS POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE AFIN QUE LA PRIORITÉ SOIT RÉELLEMENT DONNÉE À L'ENFANCE.**

**Manifestation devant le siège
20 rue Rouget de Lisle à Issy-les-Moulineaux
Jeudi 10 septembre 2020 à 9h30**